AP/SIPA

DOSSIER

Éric Denécé

La donne politico-militaire

Les éclairages d'Éric Denécé, ancien analyste du renseignement et actuellement directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (www.cf2r.org).

Nouvelles d'Arménie Magazine : Le 27 septembre, dernier, l'Azerbaïdjan a déclenché une offensive massive contre la république d'Artsakh. Quels sont, selon vous, les facteurs à l'origine du conflit ?

Éric Denécé : Il s'agit, bien sûr, de la résurgence d'un conflit ancien. Depuis 15 ans, les tensions perdurent entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh soutenu par l'Arménie. Bakou a été encouragé à déclencher les hostilités actuelles par son allié turc, qui apporte un soutien militaire considérable à ses opérations offensives. La crise a donc été relancée par la volonté du président Erdogan de réaliser son projet panturquiste avec l'Azerbaïdjan. En effet, depuis son accession à la présidence, la Turquie cherche à renouer avec sa « *grandeur perdue* » et avec son passé ottoman. Réislamisation, nationalisme et panturquisme ont ainsi été très largement encouragés par Erdogan qui s'est lancé dans une politique internationale agressive. Cela s'observe notamment depuis 2011 en Syrie, en Libye et en Égypte – soutien aux djihadistes et aux Frères musulmans – et depuis l'été 2020 en Méditerranée orientale, face à la Grèce et à Chypre. Surtout, elle s'exprime par le soutien politique et militaire d'Ankara à Bakou. Dans ce conflit, la Turquie est le seul État à ne pas appeler à un cessez-le-feu. Au contraire même : Ankara affirme qu'elle se tiendra toujours aux côtés de l'Azerbaïdjan, qu'elle encourage à reprendre « ses terres occupées ». Pire, elle ne cesse de jeter de l'huile sur le feu ; Yunus Kilic, un député du Parti de la justice et du développement (AKP) a déclaré il y a quelques jours : « *Les récentes attaques de l'Arménie ne visent pas seulement l'Azerbaïdjan mais le monde turc dans son ensemble* ». En encourageant et soutenant l'Azerbaïdjan dans ce conflit, le président turc pense qu'il peut remporter une victoire facile et populaire contre les Arméniens du Haut-Karabagh. En effet, il connaît une importante chute de popularité dans son pays. Par ailleurs, ses récentes actions internationales n'ont guère été couronnées de succès. C'est pourquoi une victoire turco-azérie contre les Arméniens redorerait son blason.

NAM : L'offensive turco-azérie contre le Haut-Karabagh était donc planifiée depuis longtemps ?

E. D. : Évidemment. Il s'agit d'une offensive soigneusement préparée. L'attaque de l'Azerbaïdjan était préméditée. Quelques jours avant le début des affrontements, une activité inhabituelle de gros porteurs turcs de type A400M a été détectée. Ils ont effectué de nombreuses rotations à destination de Bakou. L'Azerbaïdjan a acheté pour 123 millions de dollars de matériels militaires (drones, lance-roquettes, munitions, etc.) à la Turquie au cours des neuf premiers mois de 2020. Selon les données des exportations, les ventes sont passées de 279 000 dollars en juillet à 36 millions de dollars en août, et à 77 millions en septembre. Les exportations militaires de la Turquie vers son allié l'Azerbaïdjan ont donc été multipliées par six par rapport à 2019. De même plusieurs IL-

AP/SIPA

Éric Denécé : « *Le Haut-Karabagh est une région montagneuse peu propice aux offensives blindées.* »

76 azéris ont été observés effectuant des allers-retours entre une base située dans le sud d'Israël et Bakou. Sachant que l'État hébreu est non seulement un allié de l'Azerbaïdjan, mais qu'en plus il lui fournit de l'armement sophistiqué, tels que les fameux drones « *kamikazes* » Harop.

NAM : Pourtant, Azerbaïdjan et Turquie affirment urbi et orbi qu'il s'agit d'une agression arménienne…

E. D. : Évidemment, les agresseurs essaient de se faire passer pour les victimes afin d'influencer les autres États et l'opinion internationale. Ils se livrent donc à une intense « *guerre de l'information* ». Depuis le début du conflit, le président Ilham Aliev ne cesse de clamer que son armée ne fait que répondre à une agression arménienne. De plus, le dirigeant azerbaïdjanais affirme que la Turquie ne prend pas part au conflit… C'est évidemment là, pure désinformation. Dès les premières heures du conflit, le président Erdogan a qualifié l'Arménie de « *plus grande menace pour la paix et la stabilité dans la région* ». C'est cousu de fil blanc. La propagande turco-azérie n'hésite pas, par ailleurs, à affirmer qu'« *avant de lancer ses attaques contre les zones d'habitations civiles en Azerbaïdjan, l'Arménie a conclu un accord avec l'organisation terroriste séparatiste PKK/YPG qui a envoyé près de 300 terroristes en Arménie et au Karabagh* » (*La voix de la Turquie*, le 30 septembre 2020).

« Quelques jours avant le début des affrontements une activité inhabituelle de gros porteurs turcs de type A400M a été détectée. »

NAM : Peu d'informations nous parviennent concernant les combats. Comment la situation évolue-t-elle sur le terrain ?

E. D. : A priori, le rapport de forces est défavorable aux Arméniens de l'Artsakh. Il y a aujourd'hui 150 000 habitants au Haut-Karabagh et l'Arménie voisine compte 3 millions d'habitants, son PIB étant de 12 milliards de dollars. Face à eux, l'Azerbaïdjan compte 10 millions d'habitants et un PIB de 47 milliards. Le rapport démographique est donc de 1 à 3 et celui des PIB de 1 à 4. De plus, Bakou est soutenu très ouvertement par la Turquie – 82 millions d'habitants – et son armée : envoi d'avions de combat F-16 et de drones, de conseillers militaires et de membres de sa société militaire privée (la SADAT). L'Arménie ne bénéficie pour sa part que de l'aide – modeste – de la Russie, avec laquelle les relations demeurent complexes. Pourtant, l'offensive azérie, malgré les moyens mis en œuvre et les destructions observées, semble piétiner. Cela s'explique en partie par le caractère du théâtre des opérations. Le Haut-Karabakh (11 000 km²) est une région montagneuse peu propice aux offensives blindées. De plus, l'esprit combatif des Arméniens semble nettement supérieur à celui de leurs adversaires, comme en 1994.

NAM : Quelles sont les principales particularités de la physionomie des combats ?

E. D. : Dans la mesure où l'offensive terrestre est rendue complexe par un terrain difficile, les Azéris recourent à d'autres méthodes. En premier lieu, d'intenses tirs d'artillerie, grâce à des pièces dont on observe l'amélioration de la portée et la précision. En second lieu, l'Azerbaïdjan recourt à l'emploi massif de drones de reconnaissance, armés de missiles ou « *kamikazes* ». Dans les conflits récents, l'usage de ces engins sans pilote est devenu de plus en plus important. On l'a vu avec les Américains bien sûr (Irak, Afghanistan, lutte contre le terrorisme). En Syrie, on a découvert comment les Israéliens utilisaient leurs drones suicides pour détruire les systèmes sol-air syriens par des attaques de saturation. Et en Libye et en Syrie, on a découvert comment les Turcs utilisaient la combinaison brouilleurs et drones Bayraktar TB2 pour détruire les défenses sol-air adverses. Dans le conflit actuel, une nouvelle tactique de destruction des défenses antiaériennes arméniennes est mise en œuvre par les forces azerbaïdjanaises, ce qui leur aurait permis de détruire une trentaine de systèmes sol/air adverses, dont un système S-300. Plusieurs vidéos arméniennes montrent des avions Antonov AN-2 azerbaïdjanais se faire abattre par la défense antiaérienne. Compte tenu des moyens dont dispose la force aérienne azerbaïdjanaise, on peut se demander quel est l'intérêt pour elle d'utiliser un appareil aussi ancien alors qu'elle dispose d'aéronefs plus modernes. Mais il s'avère qu'une soixantaine d'AN-2 auraient été succinctement « *dronisés* » avec l'aide de la société turque Baykar Défense. Ces avions télépilotés depuis le sol servent en réalité d'appâts afin **>>>**

D.R.

Antonov AN-2 Une soixantaine d'AN-2 auraient été succinctement « *dronisés* » avec l'aide de la société turque Baykar Défense.

>>> de localiser les systèmes de défense antiaérienne arméniens pour, ensuite, les détruire, grâce à des drones d'attaque. Cette tactique est très ingénieuse et réalisée avec des moyens peu onéreux. Nul doute qu'elle a été dictée par les Turcs qui ont dû l'expérimenter en Syrie et en Libye. C'est par là même une nouvelle preuve que l'offensive de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabagh est préméditée et a été préparée, avec le soutien d'Ankara.

NAM : Pourquoi, dès lors, l'armée azérie fait-elle appel à des combattants islamistes dans son offensive ?

E. D. : En dépit de l'intense propagande, des appels au nationalisme et à la haine lancés par les autorités azéries en direction de leur peuple, cette guerre est peu populaire. Rappelons que l'Azerbaïdjan est une dictature opaque et un pays fortement divisé. La population azérie, bien que chauffée à blanc depuis plusieurs années, considère en partie avoir été entraînée dans ce conflit par la folie d'Aliev et d'Erdogan. C'est pourquoi, afin de limiter les pertes azéries, le président azerbaïdjanais a accepté d'engager dans le combat les djihadistes que lui proposait Ankara. Ces derniers sont arrivés de Libye, transportés dans des avions de ligne turcs. Leur transfert a commencé avant la mi-septembre, ce qui confirme que l'Azerbaïdjan préparait une opération militaire contre le Haut-Karabagh depuis plusieurs semaines. Pour le moment, leur nombre est estimé entre plusieurs centaines et un millier.

NAM : Ce conflit ne semble pas provoquer de prises de position internationales marquées de la part des Occidentaux, et de la France en particulier. Comment l'expliquez-vous ?

E. D. : En effet, les Occidentaux sont assez discrets – voire absents – sur ce dossier, mis à part la France, qui s'oppose frontalement à la Turquie depuis l'été dernier. Les États-Unis veillent à ne pas trop critiquer la Turquie afin qu'elle ne quitte pas l'OTAN. Les Allemands, dont les liens économiques sont très forts avec Ankara, sont également très silencieux. Tout cela n'est pas très glorieux, car il convient de ne pas oublier qu'un génocide a eu lieu en 1915 et que des pogroms anti-Arméniens se sont encore produits au début des années 1990. La position de la France est toutefois paradoxale. Alors même qu'elle a reconnu le génocide de 1915, qu'elle est confrontée aux provocations turques en Méditerranée orientale et en Libye, et qu'elle a dénoncé l'arrivée de djihadistes en Azerbaïdjan, elle a déclaré, par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'elle souhaitait rester « *impartiale* » dans ce conflit, arguant du fait qu'elle était membre du Groupe de Minsk. En réalité, les relations bilatérales franco-arméniennes restent peu développées, alors que les relations commerciales avec l'Azerbaïdjan le sont bien davantage. En particulier, la France a vendu des satellites militaires à l'Azerbaïdjan sous le mandat de François Hollande… Or, Paris ne peut rester ni neutre ni indifférent à ce qui se passe au Haut-Karabagh parce que le risque d'un nettoyage ethnique – voire d'embrasement régional – existe. ■

« Les relations bilatérales franco-arméniennes restent peu développées, alors que celles avec l'Azerbaïdjan le sont bien davantage. »

Propos recueillis par Ara Toranian

Avantage Le Haut-Karabagh est une région montagneuse peu propice aux offensives blindées.

D.R.